

DÉBAT PUBLIC PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

DU 19 MARS AU 30 JUIN 2018

CAHIER D'ACTEUR
N°21 Avril 2018



NON AU NUCLEAIRE

En dépit d'un débat national sur la transition énergétique, de longues séances du Conseil national de la transition écologique et d'un débat parlementaire sur la loi de transition, on ne peut pas dire que le nucléaire ait fait l'objet jusqu'à ce jour d'un réel débat.

L'ensemble des politiques publiques depuis aboutissent invariablement depuis quatres décennies à la sanctuarisation de la filière nucléaire au prétexte de garantir une hypothétique indépendance énergétique puis de l'atténuation du changement climatique.

Non seulement aucun réacteur n'a encore été mis à l'arrêt définitif mais la surcapacité du parc nucléaire français est gravée dans le marbre en dépit de belles paroles sur la « baisse de la part du nucléaire dans le mixe électrique ».

A croire que personne ne voit les effets du vieillissement des installations et l'arrivée massive des EnR sur le réseau de distribution de l'électricité !

CAHIER D'ACTEUR

La sortie du nucléaire s'impose !

LE CONSERVATISME ELECTRIQUE L'EMPORTE

Une fois de plus la procrastination l'emporte. Aujourd'hui d'aucuns voudraient que le nucléaire ne vienne pas trop perturber un débat où bien d'autres problèmes sont en jeu. Après les conséquents efforts de l'Etat pour « réanimer » la filière nucléaire tout semble indiquer que l'ambitions de beaucoup n'est pas tant de « *sauver le climat* » que de « *sauver l'atome* »...

Pour autant le mot hante le dossier du maître d'ouvrage tel un spectre. Si le mot « *climat* » ne figure que 77 fois tout au long des 172 pages du dossier, le mot « *nucléaire* » compte 84 occurrences. Le problème revient sans cesse avec toujours la même propension à survaloriser l'importance du parc du nucléaire dans le mixe énergétique...

LE NUCLEAIRE, CŒUR DU PROBLEME

La crise finale du mythe atomique apparaît néanmoins au fil des pages du dossier. Page 10, on constate que l'efficacité des chaudières nucléaires est bien faible puisque « *les deux tiers sont perdus lors de la conversion en énergie électrique* ». Page 16, on apprend que la disponibilité du parc n'atteint même pas 70% pour une production en très nette régression avec 72.3%, « *le plus bas niveau depuis 1992.* » Page 21, d'aucuns peuvent constater les conséquences de cette défaillance structurelle du parc nucléaire alors que « *l'indisponibilité de certaines centrales nucléaires a provoqué un recours accru aux centrales thermiques à énergie fossile pour la production d'électricité.* »

Comment considérer alors que « *si on veut maintenir la date de 2025 pour ramener le nucléaire à 50 %, ça se fera au détriment de nos objectifs climatiques* » ? Non seulement le nucléaire n'est pas neutre en carbone mais cette technologie est particulièrement sensible aux effets du changement climatique. Elle pose surtout toute une série de problèmes économiques, environnementaux et sociaux qui nous amène à dire que « *l'arrêt du nucléaire s'impose !* »

LE NUCLEAIRE DANGER PERMANENT

Le mythe du nucléaire sûr s'effondre

La sûreté nucléaire traverse aujourd'hui une crise sans précédent. L'Autorité de contrôle britannique, alertée par le scandale du Creusot, émet des doutes sévères sur le sérieux de l'ingénierie française. L'ensemble de la doctrine de contrôle est de fait ébranlé par la découverte de pratiques indignes d'une industrie qui prétend à l'excellence.



Quels que soient les doutes formulés depuis bientôt quatre décennies par le mouvement antinucléaire sur la robustesse des réacteurs, le principe de confiance qui déterminait jusque-là la surveillance des installations est ruiné au vu du nombre toujours croissants des « écarts » et autres « irrégularités » découverts par l'Autorité de sûreté. Le principe même de « *défense en profondeur* » vole en éclat alors que personne ne peut dire si l'ensemble des *équipements importants pour la protection* (EIP) pourront jouer leur rôle dans des circonstances imprévues...

Le pire n'est plus à exclure en France

Dans un pays qui a échappé de peu à la catastrophe à Saint-Laurent-des-Eaux en 1969 puis en 1980, l'accident nucléaire constitue une menace réelle et sérieuse.

L'Etat lui-même en a conscience puisque les périmètres des zones de protection autour des centrales ont été portés à 20 km... que désormais un Plan national de réponse « *accident nucléaire ou radiologique majeur* » définit l'organisation des secours et prétend à la « *reconquête* » des territoires contaminés. Reconnaissance ultime du risque nucléaire !

Le principe d'exclusion dont a longtemps abusé l'industrie nucléaire pour concevoir et réaliser ses installations « *dans des conditions économiquement acceptables* » n'a plus cours. On l'a clairement vu à Paluel le 31 mars 2016 où l'impossible a eu lieu. On peut en rire à Flamanville où un couvercle de cuve conçu pour une exploitation sur 60 ans devra être changé au bout de six années. Comme quoi le ridicule a finalement eu raison des prétentions d'une industrie qui s'est longtemps crues au-dessus des lois !



S'il n'y avait que la possibilité d'un accident majeur, le nucléaire serait presque acceptable. Le drame est que cette industrie ne se contente pas d'être un risque immédiat, c'est un danger pour l'éternité.

C'est de cela dont il devrait être question à l'occasion de ce débat public... Notre confort d'aujourd'hui justifie-t-il des rejets massifs de toxiques et de radioactivité dans l'environnement et une accumulation irraisonnée de déchets ?

*

Alors que l'industrie nucléaire donne à voir des signes évidents de déliquescence, s'impose aujourd'hui la nécessité de changer les termes du débat afin d'envisager en commun une stratégie de transition socialement juste et écologiquement soutenable dans le respect des libertés de chacun(e).

Dénucléariser l'électricité ne revient pas seulement à fermer des centrales cela impose un changement de paradigme énergétique qui place le contrôle citoyen au cœur du mode de production.

PAS DE TRANSITION ENERGETIQUE SANS SORTIE DU NUCLEAIRE

L'exception atomique française est un mythe

La sortie du nucléaire peut sembler illusoire à beaucoup au vu de l'importance de la filière nucléaire en particulier dans quelques territoires. Il n'en est rien. La sortie du nucléaire a déjà commencé partout ailleurs dans le monde.

Pourtant la part de la production nucléaire s'effondre. Même en Chine présentée comme un Eldorado atomique, la mise en service d'installations renouvelables est plus forte que celle d'installations nucléaires. Aspirant à devenir le leader mondial des renouvelables, la Chine investit déjà plus de 100 milliards de dollars en énergies renouvelables chaque année dans le pays.

Faillite nucléaire du modèle énergétique

Très concrètement l'ensemble de l'industrie nucléaire est emporté par une crise qui est indissociablement technologique, économique et sociale.



La plus élémentaire rationalité économique impose de renforcer la résilience de l'industrie français en accompagnant un désengagement du nucléaire par une « politique énergétique » audacieuse en faveur des nouvelles technologies vertes de maîtrise de la demande, de stockage et de production.

Rapports de la Cour des comptes et Commissions parlementaires successives ont précisé l'ampleur du problème. Toutes les évaluations concordent pour démontrer que le « mur d'investissements » auquel fait face cette industrie est hors d'atteinte au regard de la piètre rentabilité du moindre euro investi dans la filière nucléaire.

Le triste spectacle du précaire sauvetage d'EDF et AREVA par l'Etat l'illustre.

L'urgence sociale implique d'arrêter les frais pour réorienter les financements vers des solutions durables et locales.

POUR UNE PROGRAMMATION IMMEDIATE DE MISES A L'ARRET DEFINITIF

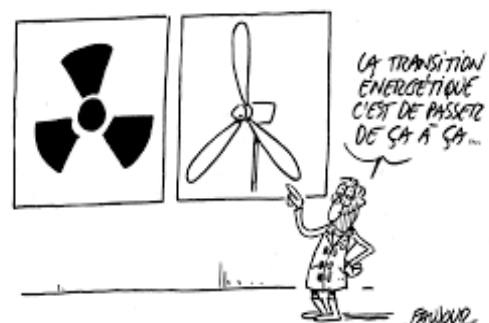
La filière nucléaire génère un colossal effet d'éviction aux dépens de la transition énergétique. Non seulement elle dilapide ressources et financements sans jamais avoir apporté la prospérité promise aux territoires dont elle s'est emparée, mais la filière nucléaire bloque l'évolution nécessaire du modèle énergétique

Le problème n'est pas d'accélérer une transition énergétique en vue de l'arrêt du nucléaire mais bien l'inverse afin de « libérer l'énergie » de la démesure introduit le culte absurde de l'atome.

Sortir du nucléaire pour engager la transition

Le débat public sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie manquerait à sa tâche s'il n'aboutissait pas à un authentique programme de mises à l'arrêt définitif d'installations obsolètes et défaillantes fragilisées par des équipements irréguliers.

Depuis 2013, chacun sait que l'arrêt de 17 réacteurs est possible immédiatement. Un effort supplémentaire peut être envisagé s'il est accompagné de mesures robustes de maîtrise de la demande d'électricité et de mise en œuvre à l'échelle des territoires d'énergies renouvelables. Le scénario Négawatt propose un chemin pour ce faire. D'autres évaluations plus ambitieuses existent néanmoins.



« En France, 37 réacteurs nucléaires sur 58 peuvent être arrêtés dès demain matin sans coupure d'électricité »

ENTAMER LA DENUCLEARISATION DU TERRITOIRE

Il ne s'agit pas seulement d'un enjeu énergétique. Si l'arrêt du nucléaire a pour ambition d'alléger les factures des ménages alors que la crise de la filière se poursuit, elle est la seule solution robuste pour sortir du « cauchemar des déchets » à Bure et ailleurs.



Mettre un terme à l'accumulation non maîtrisée de matières radioactives pour envisager une stratégie robuste de gestion durable des millions de tonnes accumulés depuis un demi-siècle s'impose.



Comment se fait-il dès lors que le débat public sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie soit organisé avant le débat public sur le Plan national de gestion des déchets pourtant déterminant ?

On retrouve une fois encore cette fâcheuse tendance de la France nucléaire à mettre « la charrue avant les bœufs » de façon à imposer l'irréversibilité de l'option atomique sans prendre la peine de présenter au public l'ensemble des enjeux.

Pour un avenir réellement durable et résilient

Il est en conséquence impératif avant que la catastrophe ne survienne en France d'initier un arrêt complet irréversible des usages industriels et militaires de

l'énergie atomique.

Ce n'est pas tant parce que le nucléaire est cher, inutile et dangereux mais parce que la dissémination de substances radioactives artificielles dans l'environnement constitue une pollution absolue du vivant... qu'aucun dispositif policier ni aucune restriction des droits à l'information ne pourront jamais dissimuler. Sortons de la « société nucléaire »...

Collectif STOP-EPR, ni à Penly ni ailleurs

Association antinucléaire de Seine-Maritime, fondée en 2009 contre le projet de réacteur EPR sur le site du CNPE de Penly, membre du Réseau Sortir du nucléaire et de France Nature Environnement, siégeant à la CLIN Paluel-Penly et associé au groupe d'ouverture à la société civile de l'IRSN.



<http://stopeprpenly.org/> - 06 70 90 97 88